



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

10 AOÛT 2021

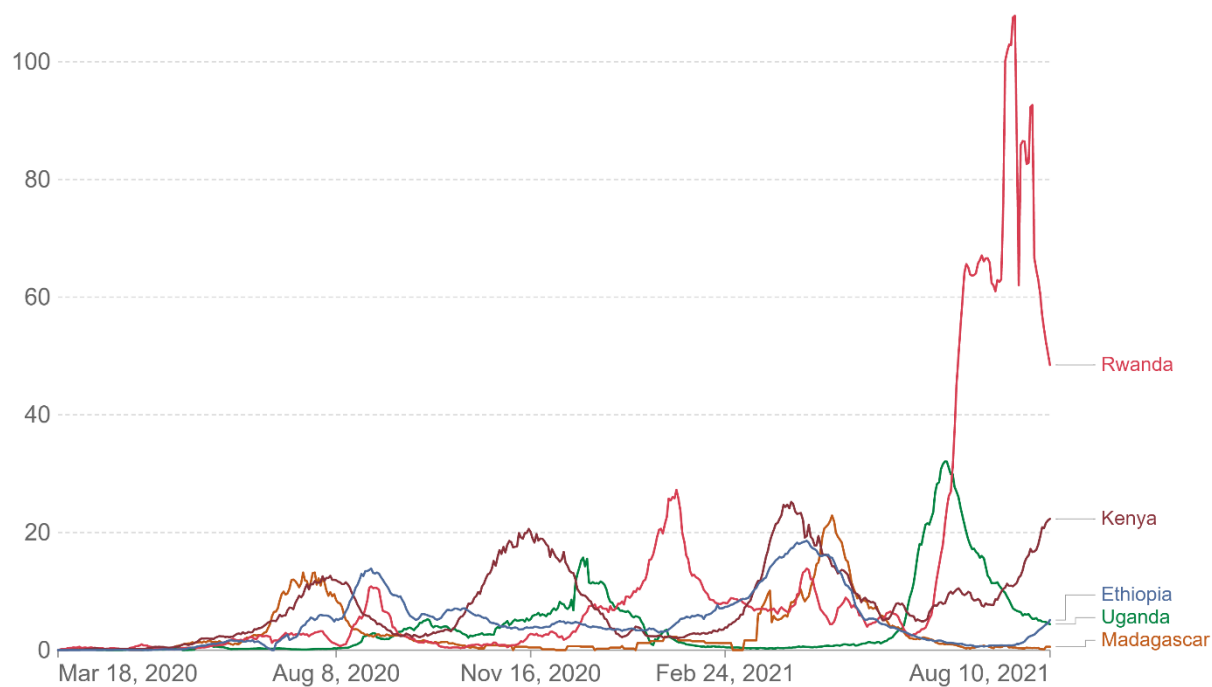


Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Au Kenya, le nombre de cas hebdomadaires est toujours en augmentation (+8 400 contre +6 421 la semaine passée). Les contaminations repartent aussi à la hausse en Ethiopie (+4 113 contre +2 380 la semaine dernière). Au Rwanda la situation continue de s'améliorer avec un nombre de cas hebdomadaires qui passe à 4 394 contre 5 854 la semaine dernière et 7 846 la semaine d'avant encore. L'accalmie que connaît l'Ouganda se confirme avec un nombre de cas en baisse pour la 5^{ème} semaine consécutive (+1418 nouveaux cas hebdomadaires).



❖ Burundi

Pas de brève cette semaine.

❖ Comores

Pas de brève cette semaine.

❖ Djibouti

Appui de l'Union Européenne (UE) à l'intégration régionale de Djibouti

Le Secrétariat du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a accordé 2,5 MEUR à Djibouti pour moderniser le poste frontière de Galafi (point d'entrée le plus fréquenté entre Djibouti et l'Éthiopie). Cette allocation s'inscrit dans le cadre du COMESA *Trade Facilitation Programme* (TFP). Financé par l'UE (48 MEUR), le TFP vise à renforcer l'intégration régionale de Djibouti grâce à la suppression progressive des barrières commerciales à la frontière (automatisation des processus frontaliers, amélioration de l'inter-connectivité des agences douanières). En parallèle, l'UE finance actuellement un projet (32,0 MEUR) qui vise à fluidifier les échanges commerciaux éthio-djiboutiens.

❖ Érythrée

Pas de brève cette semaine.

❖ Éthiopie

Relance d'un projet d'insémination artificielle des vaches éthiopiennes par le ministère de l'Agriculture (MoA)

Le MoA a relancé un processus d'insémination artificielle – initié en 2019 – qui vise à améliorer la productivité des vaches locales, les races étrangères ayant un rendement plus important que les éthiopiennes (1,5 L/jour contre 20,0 en Afrique du Sud). Financée par la Banque Mondiale (176,0 MUSD), cette initiative s'inscrit dans le cadre du *Livestock and Fisheries Sector Development Project*, qui consiste en l'importation de semences bovines via une entreprise britannique (*Cogent Breeding Ltd*). Ce projet, qui a subi un premier échec (taux de réussite de 40,0 %) pour l'insémination, devrait permettre de porter le rendement laitier à 18,0 L/jour. Bien que l'Éthiopie dispose du cheptel de vaches le plus important d'Afrique (19,6 M de têtes), la production locale (4,0 Mds L/an) peine à répondre à la demande locale (22,0 Mds L/an selon la consommation recommandée par la FAO de 200,0 L/an/capita).

Annnonce du lancement prochain de l'appel d'offres pour la deuxième licence de télécommunications

Le 4 août, l'Autorité éthiopienne des télécommunications a annoncé le lancement d'ici la fin du mois d'un second appel d'offres pour la deuxième licence télécom. La première licence a été vendue en mai dernier pour 850 MUSD au consortium mené par le kenyan Safaricom. Sur 11 opérateurs ayant manifesté leur intérêt pour la seconde licence, seuls deux ont soumissionné (*MTN et Global Partnership for Ethiopia*), ainsi, les autorités prévoient cette fois d'inclure les services de *mobile banking*, initialement fermés aux fournisseurs étrangers.

❖ Kenya

Encadrement des taux d'intérêts sur les prêts mobiles par *Central Bank of Kenya* (CBK)

La semaine dernière, le Comité parlementaire sur la Finance et la Planification Nationale a approuvé le *Central Bank Amendment Bill 2021*, qui accorde à la CBK le pouvoir d'encadrer les taux d'intérêts des prêts digitaux. L'objectif de cette mesure est de mieux contrôler le marché des prêts numériques, qui jusqu'alors échappait à la supervision de la CBK et a ainsi précipité de nombreux emprunteurs dans le surendettement. Entre 2016 et 2019, le nombre de kenyans contractant des crédits auprès de prêteurs non-réglementés est passé de 200 000 à 2M et les taux d'intérêt annuels peuvent atteindre 520,0%. D'autre part, ce nouvel amendement, permet de mieux contrôler le partage des informations personnelles des emprunteurs. En avril dernier déjà, la CBK avait interdit aux prêteurs mobiles non réglementés de transmettre les noms des emprunteurs défaillants aux bureaux de référence du crédit.

Le port de Mombasa dépasse ses objectifs pour la première partie de l'année

Kenya Ports Authority a enregistré la manutention de près de 36,0 millions de tonnes (Mt) de marchandises sur l'année FY 2020/2021, représentant une hausse de 2,4 Mt par rapport à l'année précédente, malgré les conséquences de la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Au total, ce sont près de 353 769 containers supplémentaires que le port de Mombasa a traités, excédent les prévisions de croissance de 2,8 %. Le trafic de transbordement en nombre de containers a également augmenté de 55,0 %, mais a diminué en tonnage, passant de 5,0 Mt en FY2019/2020 à 4,7 Mt en 2020/2021. Toutefois, le report progressif du trafic à destination du Rwanda, de la RDC, du Burundi et de l'Ouganda vers le corridor central menace ces bonnes performances, alors que la Tanzanie est récemment devenue le premier pays source d'importation pour l'Ouganda.

Madagascar

Nouveau relèvement des taux des facilités de dépôt et de prêt marginal

A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 6 août 2021, la Banque centrale malgache (BFM) a relevé le taux des facilités de dépôt de 1,7 % à 2,8 % et celui des facilités de prêt marginal de 6,2 % à 7,2 %. La BFM a maintenu le taux directeur à son niveau précédent (9,5 %), tout comme le coefficient des réserves obligatoires sur les dépôts en devises (24,0 %) et celui sur les dépôts en ariary (11,0 %). Elle a noté certaines pressions inflationnistes notamment pour les produits de première nécessité dont le riz (+7,8 % en glissement annuel). La Banque centrale prévoit par ailleurs un taux de croissance à 4,3 % en 2021, scénario plus optimiste que celui du FMI (3,2 %).

Maurice

Hausse de la valeur ajoutée globale et de la productivité du travail durant la dernière décennie

Dans son rapport sur les indicateurs de productivité et de compétitivité sur la période 2010-2020 publié le 6 août, *Statistics Mauritius* évalue la croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée globale à 1,5 % durant la dernière décennie. La productivité du travail a globalement augmenté de 1,2 % par an durant cette période, notamment grâce à une progression de 0,6 % dans le secteur manufacturier. Néanmoins, la productivité globale du capital a décru de 1,5 % par an notamment pour les sociétés tournées vers l'exportation (-1,1 %), tandis que la productivité du capital dans le secteur manufacturier a progressé (+2,0 %).

Ouganda

La Tanzanie devient la première source d'importations de l'Ouganda dans de la CAE

Selon les données de la *Bank of Uganda*, la Tanzanie a remplacé en juin le Kenya comme principal partenaire d'importation de l'Ouganda. Les importations ougandaises en provenance de Tanzanie ont doublé au cours des trois derniers

mois, augmentant en moyenne de 18 %. En juin, les importations ougandaises en provenance de la Tanzanie s'élèvent à 125 MUSD de Tanzanie, ce qui représente une augmentation de 43 % par rapport aux 70 MUSD de la même période en 2020. Le rapport indique cependant un large déséquilibre commercial entre les deux pays puisque l'Ouganda a exporté en juin des marchandises pour une valeur de 10 MUSD vers la Tanzanie. D'après le Bureau Ougandais des Statistiques, cette forte hausse des importations est majoritairement imputable au commerce de l'or, ce qui accroît un peu plus le déficit commercial du pays au sein de la CAE.

Rwanda

Paul Kagamé rencontre la présidente tanzanienne et le président centrafricain

Le Président Paul Kagamé a successivement accueilli ses homologues tanzanien (2 et 3 août) et centrafricain (du 5 au 8 août). Ces visites d'Etat étaient placées sous le signe de la proximité avec deux partenaires cruciaux pour le pays. D'une part, la Tanzanie représente, via le port de Dar Es Salam près de 80 % du trafic de marchandises au Rwanda. Cette dépendance a poussé les deux pays à construire une voie de chemin de fer reliant la ville d'Isaka en Tanzanie, à Kigali. Cette ligne devrait coûter entre 800 et 900 MUSD. Les échanges entre les deux pays sont aujourd'hui importants puisque les exportations annuelles du Rwanda vers la Tanzanie pour s'élèvent à 300 MUSD et les importations à 500 MUSD. La visite du président centrafricain revêtait elle d'un double enjeu : sécuritaire côté Centrafricain avec la signature d'accords bilatéraux sur la défense et le maintien de la paix et économique côté Rwandais avec l'ouverture du marché centrafricain aux investisseurs rwandais, notamment à travers d'exemptions de taxes.

Seychelles

Forte relance des arrivées touristiques durant le troisième trimestre 2021

Dans son dernier bulletin *Visitors arrivals data series* publié début août 2021, le bureau national des statistiques seychellois (NBS) constate une forte relance des arrivées touristiques par rapport à 2020. 19 387 touristes ont visité les Seychelles en juillet 2021, contre 2 583 durant tout le troisième trimestre de l'année précédente, grâce à la campagne de vaccination massive de l'archipel (près de 70,0 % de la population a été vaccinée). Concernant le trafic de passagers (incluant les motifs touristiques, d'affaires, de transit...) les Emiratis sont en tête du classement des visiteurs (22,5 % du total), devant les Allemands (6,7 %), les Saoudiens (6,6 %), les Suisses (4,3 %) et les Français (3,9 %).

Somalie

Visite du Premier Ministre Somalien Hussein Roble à Mombasa

Le Président Uhuru Kenyatta et le Premier ministre Roble se sont rencontrés le mardi 10 août à Mombasa. Cette visite marque la reprise de la coopération entre la Somalie et le Kenya. Les deux pays souhaitent renforcer leur relation bilatérale en organisant notamment, dès que possible, la 3ème session de la *Joint Commission for Collaboration*, un accord signé en 2015 pour renforcer la coopération dans différents secteurs (sécurité, tourisme, agriculture, pêche...). En outre, dans un communiqué publié dimanche, la Somalie et le Kenya saluent le retour de leurs ambassadeurs à leurs postes respectifs à Nairobi et Mogadishu. Les relations entre les deux pays s'étaient fortement détériorées à cause du litige frontalier qui les oppose dans l'Océan Indien. En décembre 2020, la Somalie avait annoncé la rupture des relations diplomatiques avec le Kenya, avant de les rétablir le 5 mai dernier grâce à la médiation du Qatar. Ce mardi, le Président kenyan a déclaré qu'une solution à l'amiable

serait trouvée sur la question de la délimitation des ZEE kenyane et somalienne.

🍷 Soudan

Visite de Samantha Power, administratrice de l'USAID

Il s'agit de la première visite de cette personnalité en Afrique. Elle a rencontré notamment le Président du Conseil de souveraineté, le Premier ministre, la ministre des Affaires étrangères et le ministre des Finances. Les échanges ont porté sur un soutien de 700 MUSD ainsi que sur la mise en œuvre des Accords de paix et des arrangements sécuritaires. Sur ce dernier point, Samantha Power a déclaré que les Etats-Unis considéraient qu'un des moyens de stabiliser le Soudan était de réunifier au sein d'une seule armée, sous un commandement unifié, les forces armées soudanaises, les RSF et les forces des mouvements armés. Le soutien américain porterait sur les domaines de la santé (600 000 doses de vaccins contre la COVID-19 devraient être livrées avant la fin de la semaine), des élections, du développement rural et sur mise en œuvre du *Family Support Program*. Les Etats-Unis cherchaient également à revitaliser le partenariat économique avec le Soudan et à attirer les investisseurs étrangers. Cette visite coïncidait avec celle d'une délégation d'homme d'affaires et d'anciens sénateurs, qui ont notamment rencontré le Président et le Premier Vice-Président du Conseil de Souveraineté.

Les ventes aux enchères de devises, principale source de financement des importations

Afin de renforcer son contrôle sur le marché des devises, la Banque centrale a émis de nouveaux règlements sur les importations, ne permettant leur financement qu'au travers de l'achat de devises auprès de la Banque centrale. Tout importateur doit désormais remettre sa demande d'importation à sa banque qui, à son tour, la transmet à la Banque centrale. Depuis fin mai, cette dernière a organisé 8 ventes dans lesquelles 400 MUSD ont été proposés et 268 MUSD ont été cédés aux banques

commerciales. Dans le passé, les importateurs, ayant des licences d'importation délivrées par le ministère du commerce et renouvelées annuellement, devaient recourir au marché parallèle, puisque la Banque centrale ne disposait pas des devises suffisantes, ce qui semble être moins le cas actuellement. Dans le même temps, afin de contrôler le flux de sortie de devises ainsi que de limiter l'inflation importée suite à l'alignement fin juin du taux de calcul des droits douaniers sur le taux officiel, le ministère du commerce a suspendu depuis fin juin la délivrance de nouvelles licences d'importation. Cette harmonisation du taux de change du dollar a entraîné une modification des tarifs douaniers, soit à la baisse, voire à l'annulation pure et simple des tarifs sur les produits de première nécessité, soit à la hausse pour les produits considérés de de luxe, l'ensemble pour éviter les effets inflationnistes, sur un pays où le taux d'inflation a atteint +413 % en juin dernier, dû en grande partie aux anticipations inflationnistes des différents agents économiques et à l'augmentation constante des coûts liés à la logistique.

🍷 Soudan du Sud

Près de 90 000 personnes sont touchées par les fortes pluies au Sud-Soudan

Les comtés d'Ayod et de Canal ont été fortement affectés par les inondations. Ces régions sont sujettes à des chocs climatiques qui s'intensifient depuis deux ans, exacerbés par le changement climatique. Les inondations incessantes ont entraîné la destruction des exploitations agricoles, des habitations et du bétail des populations locales les obligeant à se déplacer vers des régions moins sensibles. Selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), quelques 8,3 millions de personnes au Sud-Soudan ont actuellement besoin d'une aide humanitaire.

Tanzanie

Les investissements directs étrangers (IDE) atteignent la barre des 1 Md USD

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la CNUCED, les IDE de la Tanzanie ont atteint la barre des 1,0 Mds USD en 2020, le plus élevé en cinq ans indépendamment de l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur l'économie. Le pays a enregistré un total de 1,0 Mds USD d'IDE en 2020, supérieur aux 991,0 MUSD qu'il avait enregistrés en 2019. La dernière fois que le pays a signalé des entrées d'IDE de plus d'un milliard de dollars, c'était en 2015 : 1,6 Mds USD. Puis les entrées sont tombées à 864,0 MUSD en 2016. En 2017 et 2018, le pays a enregistré respectivement 938,0 MUSD et 972,0 MUSD d'IDE. De 2019 à 2020, la Tanzanie a enregistré une augmentation de 2,2 % des entrées d'IDE, tandis que l'Ouganda, le Kenya et le Rwanda ont enregistré une énorme baisse. La tendance positive de la Tanzanie a été entre autres soutenue par la décision d'investissement de construire le projet d'oléoduc de l'Afrique de l'Est entre l'Ouganda et le port de Tanga pour un coût estimé à 3,5 Mds USD.

Zanzibar dévoile un plan d'investissements pour dynamiser son économie

Le directeur exécutif de la *Zanzibar Investment Promotion Authority* (Zipa), M. Shariff Ali Shariff, a déclaré que le gouvernement de Zanzibar a lancé un nouveau programme d'investissement pour dynamiser son économie. Cela fait suite à l'introduction d'un nouveau programme d'imposition et de résidence qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2021. Le nouveau programme permet aux étrangers de vivre et d'investir dans l'île à des conditions spéciales. Par exemple un permis de résidence autorise les acheteurs n'ayant pas plus de quatre enfants de moins de 20 ans à vivre dans le pays après l'achat d'une propriété, une exonération de 50 % sur les gains en capital sur les propriétés achetées, une propriété étrangère à 100 % est autorisée, une exonération de 100 % des revenus mondiaux

pour les étrangers ainsi qu'aucun séjour minimum n'est requis pour réclamer des avantages. Pour les investisseurs commerciaux, les incitations comprennent un permis de propriété étrangère, aucun frais de licence commerciale pendant les trois premiers mois, une déduction du taux d'amortissement de 100 % sur cinq ans.

La Tanzanie et le Rwanda signent quatre accords bilatéraux

La Tanzanie et le Rwanda ont signé quatre accords bilatéraux lors d'une visite d'Etat de la Présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan à Kigali le 2 et le 3 août 2021. Le premier protocole d'accord porte sur la coopération dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cet accord a été signé par le ministre tanzanien de la Communication et des Technologies de l'information, Faustine Ndugulile et son homologue rwandaise Paula Ingabire. Le deuxième accord signé par les deux pays porte sur la coopération dans les domaines de l'immigration et de l'éducation. Le troisième concerne le domaine de l'éducation. Le quatrième accord porte sur la coopération en matière de réglementation des produits médicaux. Ces trois derniers accords ont été signés par le ministre tanzanien des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine, Liberata Mulamula et le Dr Vincent Biruta, ministre rwandais des Affaires étrangères.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Éthiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Éthiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](#)

brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor